

Chef de service de sécurité incendie

Formation certifiante | Ref : SSIAP 3



Objectifs et compétences visés

- Devenir chef de service de sécurité incendie dans un établissement recevant du public (ERP) ou un immeuble de grande hauteur (IGH).

Contenu

Maîtriser la réglementation

Organisation, classement, dispositions constructives et techniques, moyens de secours, accessibilité...

Vérifier la validité et amender un projet de construction, d'aménagement ou de réaménagement

Lecture de plans, outils d'analyse, notice de sécurité.

Se familiariser avec la réglementation des immeubles de grande hauteur

Réglementation 18/10/1977 et 30/12/2011.

Principes fondamentaux de la sécurité incendie en IGH.

Analyse des risques

Méthodologie d'analyse des risques, documents administratifs (obligation en matière d'affichage, cahier des consignes...).

Encadrer un service sécurité

Législation et responsabilités, adopter le bon comportement vis-à-vis de ses collaborateurs, organiser un service de sécurité incendie, réaliser le reporting à sa hiérarchie.

- Organisation de l'accessibilité.
- Inspection et visite d'un établissement.
- Gestion administrative d'un service sécurité.
- Information de la hiérarchie.

Profil

Pré-requis :

- justifier du SSIAP 2 et justificatif employeur attestant l'exercice de la fonction de SSIAP 2 durant au minimum 3 ans,

OU

- justifier d'un diplôme de niveau IV de l'Éducation nationale.**ET**
- Justifier de l'une des attestations de formation au secourisme suivantes : PSE 1 ou SST en cours de validité ou PSC 1 de moins de 2 ans.

Pré-requis conformes aux exigences de l'arrêté du 02/05/2005 modifié

Nos atouts

Les ouvrages suivants sont remis aux stagiaires :

"Règlement de sécurité contre l'incendie des ERP"

"Règlement de sécurité contre l'incendie des IGH"

Une mise en situation réelle sur un bâtiment spécifique.

Études de cas avec analyse du projet et rédaction de notices de sécurité.

Chacune des connaissances théoriques sera appliquée lors d'exercices pratiques ou d'études de cas adaptées.

Les intervenants sélectionnés par CNPP sont, pour la grande majorité des chefs de service sécurité, des mandataires sécurité ou des

conseillers en prévention incendie en activité, titulaires du diplôme de prévention de niveau 2 et/ou de la qualification SSIAP 3.

La visite applicative est réalisée en région parisienne sur un ERP de 1^{ère} catégorie et un immeuble de grande hauteur (déplacement et restauration pour cette visite sont inclus dans le coût de la formation).

Des tests réguliers et un examen blanc en fin de cursus permettent aux stagiaires de se préparer à l'examen final.

Conseils

La réussite à l'examen nécessite un investissement personnel important de la part des participants tout au long des semaines de formation et entre chacune d'elles.

Contrôle de connaissances

Obtention du **diplôme SSIAP 3** à l'issue d'épreuves écrites (QCM et rédaction d'une notice de sécurité incendie) et orale (interrogation sur la pratique quotidienne de la fonction de chef de service) évaluées par un jury présidé par le directeur du SDIS ou son représentant.

Sessions 2020

33 jours

06/04/2020 - 24/06/2020

à Vernon

5722 €

33 jours

05/10/2020 - 16/12/2020

à Vernon

8045 €

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Cadre général

CNPP ENTREPRISE SARL

Route de La Chapelle Réanville - CD 64 - CS 22265 - F 27950 SAINT MARCEL CEDEX
SIRET N° 342 901 253 00050 - Code NAF 8559 A

N° de déclaration d'existence 23270036727 auprès du Préfet de la région Haute Normandie désigné « l'Organisme de Formation » agissant en qualité de dispensateur de formation conformément à l'article 4 de la loi n° 71575 du 16 juillet 1971.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'organisme de formation organise l'action de formation suivante :

Intitulé du stage : _____

Objectif, programme et méthodes : voir document joint

Dates : du _____ au _____

Durée : _____ jours

Lieu de formation _____

L'action de formation entre dans la catégorie des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement de connaissances prévues par l'article L6313-1 du Code du travail. Les annexes indiquant le programme, les effectifs concernés, les moyens pédagogiques mis en œuvre, les modalités de contrôle de connaissances et la nature de la sanction de la formation sont réputés parties intégrantes de la convention.

ARTICLE 2 : EFFECTIF FORMÉ

L'organisme accueillera la ou les personnes suivantes : M _____

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

En contrepartie de cette action de formation, l'Entreprise s'engage à acquitter les frais suivants :

Frais de formation :

Coût unitaire ht. en euros x _____ stagiaire(s)

+ TVA au taux en vigueur (20 % à partir du 01/01/2015)

= TOTAL GÉNÉRAL TTC (prix France métropolitaine).

Pour les entreprises domiciliées sur des territoires sous souveraineté française, la facture devra être réglée à 30 jours fin de mois par chèque ou virement. Aucun escompte ne sera accordé quelle que soit la date de règlement. Les intérêts de retard seront calculés sur la base du taux de refinancement de la BCE majoré de 7 points. Conformément à l'article D441-5 du Code du Commerce, une identité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ est due en cas de retard de paiement.

Pour les entreprises non domiciliées sur ce territoire, la facture devra être réglée à l'inscription ou à la commande.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'Entreprise pour la durée visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

5.1 - Résiliation par l'organisme de formation

Dans le cas où CNPP ENTREPRISE serait amené à annuler le stage objet de la présente convention, cette dernière serait considérée comme caduque. L'entreprise sera avertie dans les meilleurs délais par courrier. Les sommes éventuellement perçues lui seront intégralement reversées.

En cas de report proposé sur une autre session, CNPP maintiendra ses conditions tarifaires même si le report a lieu l'année suivante.

En cas d'annulation de la formation sans report proposé entre 0 et 3 jours calendaires avant le début de celle-ci, CNPP proposera une réduction de 15 % en cas de réinscription sur un autre stage de durée équivalente ou inférieure. Entre 3 et 9 jours, la réduction proposée par CNPP sera de 10 % et en cas d'annulation entre 10 et 20 jours, la réduction proposée sera de 5 %. Ces dispositions s'appliquent hors cas de force majeure.

5.2 - Résiliation par l'entreprise

5.2a - Résiliation en cours de formation - résorption de la convention

Si, par suite de l'absentéisme ou de l'abandon de la formation par un stagiaire, l'entreprise est amenée à résilier la convention, CNPP ENTREPRISE facturera la réalisation partielle de la formation sur la base du prix total prévu initialement calculé au prorata temporis de la participation effective du stagiaire à la formation. Il sera procédé à une résorption anticipée de la convention.

Cette disposition n'est pas exclusive de la mise en œuvre de l'article 5.2b.

5.2b - Clause de dédit

Si l'entreprise résilie la convention au cours du délai d'annulation ou en cours de stage, CNPP ENTREPRISE est fondé à facturer des frais de dédit. Dans ce cas, ces sommes, sous déduction des sommes facturées au titre de l'article 5.2a, auront le caractère de dédit et perdront le caractère de dépenses de formation professionnelle. En conséquence, elles ne pourront pas être imputées sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue. À noter qu'un report équivaut à une résiliation de convention avec émission d'une nouvelle convention.

5.2c - Délai d'annulation et montant des dédits

La clause de dédit s'appliquera 20 jours avant le début de la formation. Entre 10 et 20 jours calendaires avant le début de la formation, ces frais représenteront 30 % du prix de vente du stage, entre 3 et 9 jours ces frais représenteront 50 % du prix de vente du stage, et à moins de 3 jours, 100 % du prix de vente du stage.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

ARTICLE 6 : DIFFÉRENDS ÉVENTUELS

Si une contestation ou un différend n'ont pu être réglés à l'amiable, les Tribunaux d'Evreux seront seuls compétents pour régler le litige.

ARTICLE 7 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les supports de formation et documentations remis par CNPP relèvent de la propriété intellectuelle de CNPP et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une utilisation autre qu'à des fins personnels. Toute copie ou reproduction est réservée à l'usage privé.

ARTICLE 8 : INFORMATIQUE ET LIBERTÉ

CNPP a été amené à constituer des fichiers informatiques contenant des informations nominatives sur les stagiaires participant à ses formations. Ces fichiers ont pour objectif la gestion des clients et l'information des agréés de CNPP sur les nouveaux produits et les principales actions de l'association des agréés AGREPI ; ils ont fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL. CNPP s'autorise à communiquer à titre gracieux ces listes de diplômés (coordonnées) aux associations des diplômés de CNPP pour faciliter leur mise en relation. Les stagiaires auront la possibilité sur demande écrite auprès du service Formation de s'opposer à la diffusion de leurs coordonnées.

USAGE DU NOM CNPP

Le nom CNPP est protégé. CNPP se réserve le droit d'intenter, contre quiconque exploiterait indûment la référence à CNPP, toutes actions judiciaires ou administratives qu'il jugera opportunes. Les qualifications obtenues à l'issue de la formation sont délivrées à titre individuel et ne peuvent en aucun cas se substituer, ni créer la moindre ambiguïté avec des certifications d'entreprises.

Les calendriers, les prix et les contenus définitifs sont ceux communiqués lors de l'inscription.

Cluses spécifiques pour les particuliers

ARTICLE 3' : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le stagiaire réglera à la commande 100 % du prix de l'action de formation. Son inscription ne sera validée qu'à réception de son règlement.

ARTICLE 5' : RÉSILIATION DU CONTRAT DE FORMATION

5'.1 - Résiliation par l'organisme de formation

5'.1a - Annulation de la session

Dans le cas où CNPP ENTREPRISE serait amené à annuler le stage objet du présent contrat, celui-ci serait considéré comme caduc. Le stagiaire sera averti dans les meilleurs délais. Les sommes éventuellement perçues lui seront intégralement reversées.

En cas de report proposé sur une autre session, CNPP maintiendra ses conditions tarifaires même si le report a lieu l'année suivante.

En cas d'annulation de la formation sans report proposé entre 0 et 3 jours calendaires avant le début de celle-ci, CNPP proposera une réduction de 15 % en cas de réinscription sur un autre stage. Entre 3 et 9 jours, la réduction proposée par CNPP sera de 10 % et en cas d'annulation entre 10 et 20 jours, la réduction proposée sera de 5 %. Ces dispositions s'appliquent hors cas de force majeure.

5'.1b - Non paiement du montant prévu à l'article 3'

Si le stagiaire ne verse pas le montant prévu à l'article 3' dans les délais convenus, alors même qu'il n'a pas fait connaître son intention de ne pas donner suite au contrat dans les formes prévues à l'article 9, considérant que les engagements du contrat ne sont pas tenus, CNPP ENTREPRISE se réserve le droit de le résilier. Il en avertit le stagiaire par courrier avec accusé de réception.

5'.2 - Résiliation par le stagiaire

5'.2a - Cas de force majeure

Si par suite de force majeure dûment reconnue, le stagiaire est empêché de suivre la formation, il peut résilier le contrat.

Dans ce cas, seules les prestations déjà dispensées seront dues au prorata temporis de leur valeur prévue dans le contrat.

Si leur valeur excède le montant de l'acompte perçu, il sera demandé au stagiaire un versement complémentaire. Si au contraire l'acompte perçu est supérieur à la facture émise, l'excédent sera immédiatement remboursé au stagiaire.

5'.2b - Clause de dédit

Si le stagiaire résilie le contrat au cours du délai d'annulation ou en cours de stage, alors qu'il ne peut pas invoquer la force majeure, CNPP ENTREPRISE est fondé à facturer des frais de dédit.

Sous réserve du montant correspondant le cas échéant à l'évaluation de la formation partiellement suivie, ces sommes auront le caractère de dédit et perdront le caractère de dépenses de formation professionnelle. À noter qu'un report équivaut à une résiliation de convention avec émission d'une nouvelle convention.

5'.2c - Délai d'annulation et montant des dédits

La clause de dédit s'appliquera 20 jours avant le début de la formation. Entre 10 et 20 jours calendaires avant le début de la formation, ces frais représenteront 30 % du prix de vente du stage, entre 3 et 9 jours ces frais représenteront 50 % du prix de vente du stage, et à moins de 3 jours, 100 % du prix de vente du stage.

ARTICLE 9 : DÉLAI DE RÉTRACTATION

À compter de la date de signature du bulletin d'inscription, le stagiaire a un délai de 7 jours pour se rétracter. Il en informe l'organisme de formation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le chèque de règlement éventuellement reçu lui sera restitué.